

PREFECTURE DE LA GUYANE
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
ET DE LA REGLEMENTATION

Urbanisme - Cadre de Vie
Patrimoine de l'Etat

1ère Direction - 4ème Bureau

ARRÊTÉ N° 470 /1D/4B
du 26 Mars 1992
modifiant l'arrêté n° 365/1D/4B du
18 Mars 1992 réglementant la lutte
contre les termites et autres ennemis
du bois dans le Département de la Guyane.

LE PREFET DE LA REGION GUYANE,
PREFET DE LA GUYANE,

VU la Loi du 19 mars 1946 érigeant en départements la
Guadeloupe, la Martinique, la Guyane Française et la Réunion ;

VU le Décret du 7 Juin 1947 relatif à l'organisation
départementale et à l'institution préfectorale dans les nouveaux
départements ;

VU la Loi du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux
droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le Code des Communes, article L.131.13 modifié ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment le livre IV se
rapportant aux règles relatives à l'acte de construire et à divers modes
d'utilisation du sol ;

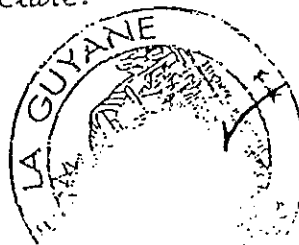
Considérant la présence de termites et autres ennemis du bois
dans la faune naturelle de la Guyane ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la
Préfecture de la Guyane,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : Les articles 6 et 7 de l'arrêté préfectoral susvisé
n° 365/1D/4B du 18 Mars 1992, sont annulés.

ARTICLE 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Guyane, M. le
Sous-Préfet de l'arrondissement de ST LAURENT DU MARONI, MM. les Maires de
Département, M. le Directeur Régional des Douanes, M. le Directeur
Départemental de l'Équipement, M. le Lieutenant-Colonel Commandant le
Groupement de Gendarmerie de la Guyane, MM. le Commissaire de Police et
agents de la force publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes
Administratifs de la Préfecture.



Le Préfet,

Jean-François Di CHIARA

PREFECTURE DE LA GUYANE

Direction de l'Administration Générale
et de la Réglementation

Urbanisme - Cadre de Vie
Patrimoine de l'Etat

1ère Direction
4ème Bureau

ARRETE n° 365 1D/4B du
18 mars 1992 réglementant la lutte
contre les termites et autres
ennemis du bois dans le départe-
ment de la Guyane;

Le PREFET de la REGION GUYANE
PREFET de la GUYANE

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant en départements
la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et la Réunion ;

VU le décret du 7 juin 1947 relatif à l'organisation
départementale et à l'institution préfectorale dans les nouveaux
départements ;

VU la loi du 2 mars 1982 modifiée et complétée, relat
aux droits et libertés des communes, des départements et des régi

VU le code des communes, article L 131-13 modifié ;

VU le code de l'urbanisme et notamment le livre IV
se rapportant aux règles relatives à l'acte de construire et à
divers modes d'utilisation du sol ;

Considérant les ravages très importants provoqués par
termites et autres ennemis du bois, dans les communes du départem

Considérant le nombre important des foyers de termite

Considérant que la solidité des immeubles atteints
s'en trouve compromise et qu'ils peuvent présenter des dangers po
les personnes et la sécurité publique ;

Considérant qu'il convient de prescrire des mesures
tenant par des actions tant préventives que curatives à stopper
la propagation et l'extension de tout nouveau foyer et à protéger
de cette atteinte aussi bien les constructions neuves que celles
déjà existantes ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfectur
de la Guyane,

A R R E T E :

Article 1.- Sur l'ensemble du territoire du Département de la Guyane et avant tout travaux de construction ou de réhabilitation d'immeuble, le maître d'ouvrage devra rechercher la présence éventuelle de termites dans le terrain ou l'immeuble intéressé.

Les maîtres d'oeuvres et autres intervenants dans l'acte de construire sont tenus de s'assurer que cette obligation a été respectée.

Sur l'ensemble du territoire du département de Guyane l'emplacement de la construction ainsi que les abords recevront un traitement anti-termites à base d'insecticide à longue durée d'action dont l'efficacité aura été prouvée et susceptible d'être mis en oeuvre en conformité avec les réglementations en vigueur.

Article 2.- Tous les bois utilisés pour la construction devront être préalablement traités contre les altérations biologiques selon les prescriptions du centre technique du bois, à l'aide de produits de préservation du bois contrôlés par un laboratoire habilité.

Article 3.- Dans l'ensemble du département, les permis de construire délivrés rappelleront l'obligation pour les constructeurs de se conformer aux prescriptions du présent arrêté ainsi qu'à l'observation des prescriptions spéciales individuelles qui pourraient être imposées par l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire.

Article 4.- Toutes les constructions édifiées dans le département devront sans préjudice du respect de toutes les dispositions législatives et réglementaires régissant la matière, être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et aux mesures spéciales définies dans le cahier des prescriptions techniques et fonctionnelles minimales unifiées, notamment en ce qui concerne la protection contre les termites et autres ennemis du bois.

Article 5.- Il sera joint à la déclaration d'achèvement de travaux l'attestation produite par l'entreprise de maçonnerie pour le traitement préventif des sols et de menuiserie pour les bois. À défaut, par le maître d'ouvrage selon accord écrit entre les différents intervenants justifiant l'exécution des travaux prescrits pour assurer la lutte contre les termites et autres ennemis du bois.

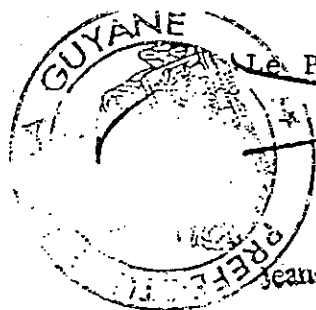
Article 6.- Sous réserve des dispositions contenues à l'article 4 du présent arrêté, le transport et la mise en dépôt de bois et matériaux, atteints par les termites et autres ennemis du bois, sont formellement interdits sur le territoire du département de la Guyane.

Article 7.- Les bois et matériaux combustibles infestés devront être incinérés. Les autres matériaux ainsi que les meubles ou objets infestés devront être traités afin d'éviter la création de nouveaux foyers de contamination.

Article 8. - Il sera joint à tout acte portant sur une transaction immobilière destinée à la construction ou portant sur le foncier bâti, une attestation décrivant sommairement l'état sanitaire et parasitaire de l'immeuble ou du terrain. Cette attestation sera fournie par le propriétaire ou le responsable mandaté pour la transaction immobilière à tous les acquéreurs éventuels.

Article 9. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des sanctions prévues par le code pénal.

Article 10. - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Guyane, M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Saint-Laurent du Maroni, MM. les Maires du Département, M. le Directeur Régional des Douanes, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, M. le Lieutenant-Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Guyane, MM. le Commissaire de Police et agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.



Le Préfet,

Jean-François DI CHARA



PREFECTURE DE LA REGION GUYANE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE LA REGLEMENTATION

Bureau de la réglementation, des élections
et de l'environnement

Section environnement

ARRETE n° 223 ID/IB/ENV du 26.02.03
portant délimitation des zones contaminées par les
termites ou susceptibles de l'être à court terme.

**Le PREFET de la REGION GUYANE
PREFET du DEPARTEMENT de la GUYANE
OFFICIER de la LEGION d'HONNEUR**

VU la loi n° 99-471 du 08 juin 1999 tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, modifié par le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n° 2000-613 du 03 juillet 2000, pris en application de la loi n° 99-471 du 08 juin 1999 relative à la protection des acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages ;

VU le code des collectivités locales, article L 2215-1 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral n° 365 du 18 mars 1992 réglementant la lutte contre les termites et autres ennemis du bois dans le département de la Guyane, modifié par l'arrêté n° 470 du 26 mars 1992 ;

VU la consultation des maires sur la proposition de classer la totalité du territoire du département de la Guyane en zone contaminée par les termites ou susceptibles de l'être à court terme ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Guyane,

A R R E T E :

Article 1er.- La zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être à court terme s'étend sur la totalité du territoire du département de la Guyane.

Dans cette zone, la loi du 09 juin 1999 définit deux mesures de prévention qui sont applicables :

- en cas de démolition d'un bâtiment,
la loi impose d'incinérer sur place les bois ou matériaux contaminés, ou de traiter avant tout transport, si l'incinération n'est pas possible (article 3),
- en cas de vente d'un immeuble bâti,
et conformément aux dispositions générales du code civil portant sur la garantie des défauts de la chose vendue, le contrat de vente peut contenir la clause d'exonération de la garantie pour vice caché constitué par la présence de termites sous conditions de fourniture d'un état parasitaire du bâtiment (article 8).

Article 2.- La délimitation visée à l'article 1 prendra effet juridiquement après exécution des formalités de publicité suivantes :

- 1) l'arrêté sera affiché pendant trois mois dans les mairies des zones concernées,
- 2) mention du présent arrêté et des modalités de consultation de celui-ci seront insérés dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Article 3.- Sont abrogées toutes les dispositions de la réglementation locale, non conformes à la loi du 08 juin 1999 relative à la lutte contre les termites, et au décret du 03 juillet 2000 pris en application de celle-ci.

Article 4.- Le secrétaire général de la préfecture de la Guyane, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Laurent du Maroni, les maires du département, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jacques LE PAVEC